

# Alsina

PRO SUMMUM



CFDP  
ASSURANCES



# CONDITIONS GÉNÉRALES

LES REPÈRES D'ALSINA PRO SUMMUM

## ARTICLE 1

### QUELQUES DÉFINITIONS

## ARTICLE 2

### LES BÉNÉFICIAIRES

## ARTICLE 3

### LES GARANTIES

- 3.1 La protection pénale de la personne morale
- 3.2 La protection pénale et disciplinaire des personnes physiques
- 3.3 Le complément d'assurances
- 3.4 La protection sociale
- 3.5 La protection prud'homale
- 3.6 La protection commerciale
- 3.7 La protection patrimoniale
- 3.8 La protection administrative
- 3.9 La protection de votre parc automobile
- 3.10 La conduite responsable
- 3.11 La protection fiscale
- 3.12 Le recouvrement de créances
- 3.13 La transmission ou la cession de l'entreprise
- 3.14 L'assistance communication média

## ARTICLE 4

### LES 10 ENGAGEMENTS DE L'ASSUREUR

## ARTICLE 5

### VOS OBLIGATIONS

## ARTICLE 6

### LE FONCTIONNEMENT

- 6.1 Dans le temps
- 6.2 Dans l'espace
- 6.3 La cotisation
- 6.4 L'indexation
- 6.5 La résiliation
- 6.6 La prescription
- 6.7 La subrogation

## ARTICLE 7

### LA PROTECTION DE VOS INTÉRÊTS

- 7.1 Le secret professionnel
- 7.2 L'obligation à désistement
- 7.3 L'examen de vos réclamations
- 7.4 Le désaccord ou l'arbitrage
- 7.5 Le conflit d'intérêts
- 7.6 La Loi informatique et libertés
- 7.7 L'autorité de contrôle

## ARTICLE 8

### LES EXCLUSIONS

- 8.1 Les exclusions générales
- 8.2 Les frais exclus

## ANNEXE

### LES MONTANTS CONTRACTUELS DE PRISE EN CHARGE

*Le présent contrat est régi par le Code des Assurances*



# ARTICLE 1

## QUELQUES DÉFINITIONS

**ALSINA PRO**  
*est un moyen privilégié  
d'accès au droit  
et à la justice*

**ALSINA PRO**  
*optimise vos garanties  
de défense recours*



**“Est une opération d’assurance de protection juridique** toute opération consistant, moyennant le paiement d’une prime ou d’une cotisation préalablement convenue, à prendre en charge des frais de procédure ou à fournir des services découlant de la couverture d’assurance, en cas de différend ou de litige opposant l’assuré à un tiers, en vue notamment de défendre ou représenter en demande l’assuré dans une procédure civile, pénale, administrative ou autre ou contre une réclamation dont il est l’objet ou d’obtenir réparation à l’amiable du dommage subi.”

L’assurance protection juridique ainsi définie à l’article L127-1 du Code des Assurances ne doit pas être confondue avec les garanties de défenses civile et pénale (parfois intitulées aussi garanties de protection juridique) incluses dans la plupart des contrats de responsabilité civile qui permettent à l’assureur de prendre en charge la défense de son assuré quand il a lui-même un intérêt au litige.

De la même façon, lorsque l’assuré subit un dommage, son assureur réclamera réparation si et seulement si l’évènement dommageable est couvert au titre de la garantie responsabilité civile.

La garantie offerte par les clauses défense recours est donc beaucoup plus restreinte que celle offerte par l’assurance protection juridique puisqu’elle subordonne sa mise en œuvre, en défense comme en recours, à un évènement garanti par le contrat de responsabilité civile.

**LE SOUSCRIPTEUR :** la personne physique ou morale qui souscrit le contrat et qui s’engage pour son propre compte et/ou pour le compte des bénéficiaires.

**VOUS :** les bénéficiaires de la garantie tels que définis à l’article 2.

**L’ASSUREUR :** CFDP Assurances - 1 Place Francisque Regaud - 69002 LYON.

**LE TIERS OU AUTRUI :** le contradicteur ou l’adversaire du bénéficiaire.

**LE LITIGE OU DIFFEREND :** une situation conflictuelle causée par un désaccord, un évènement préjudiciable ou un acte répréhensible, vous conduisant à faire valoir un droit contesté, à résister à une prétention ou à vous défendre devant une juridiction.

# ARTICLE 2

## LES BÉNÉFICIAIRES

**ALSINA PRO**  
*accompagne  
le professionnel,  
personne physique  
et/ou morale*

**Le souscripteur, personne physique ou morale, sauf disposition dérogatoire.**

# ARTICLE 3

## LES GARANTIES

Avec **ALSINA PRO**, pour vous apporter les moyens de résoudre votre litige ou différend dans les domaines garantis suivants, vous bénéficiez des 10 engagements de l'assureur décrits à l'article 4, sans délai de carence, selon les modalités générales définies aux articles 5 à 8 des Conditions Générales et sous réserve des modalités spécifiques prévues au présent article ou aux Conditions Particulières.

### 3.1 La protection pénale de la personne morale

Vous êtes poursuivi devant les tribunaux répressifs pour des faits tels que :

- infractions liées à la concurrence et à la consommation,
- infractions liées à la réglementation du travail, aux règles générales d'hygiène et sécurité...

Vous êtes victime par ricochet du préjudice subi par un administrateur, gérant, président, directeur général ou un préposé titulaire de délégation, et vous souhaitez être assisté et faire valoir vos droits à l'encontre du tiers responsable.

### 3.2 La protection pénale et disciplinaire des personnes physiques

**Par dérogation à l'article 2 des Conditions Générales**, bénéficient de cette garantie, le souscripteur, personne physique ou, s'il s'agit d'une personne morale, ses administrateurs, gérants, présidents, directeurs généraux et préposés titulaires de délégations ou tout autre bénéficiaire désigné aux Conditions Particulières.

Vous êtes poursuivi devant les tribunaux répressifs pour des faits relevant de l'exercice de vos fonctions, missions ou délégations, se caractérisant comme suit : réalisation d'une infraction pénale résultant d'une maladresse, imprudence, négligence, inattention, méconnaissance ou inobservation des Lois ou des Règlements, d'un manque de précaution ou d'une abstention fautive, que ce soit pour :

- harcèlement,
- inobservation de la réglementation du travail...

Vous êtes victime d'injures, de diffamation, de dénigrement ou de dommages corporels et êtes amené à engager une action sur un terrain pénal.

### 3.3 Le complément d'assurances

Votre responsabilité est recherchée et vos garanties de responsabilité civile sont inopérantes.

Vous êtes victime de dommages corporels pour lesquels vous n'êtes pas indemnisé.

Vos biens professionnels (bâtiments, matériels et marchandises), dont l'existence et la valeur ont été déclarées, subissent un dommage pour lequel vous n'êtes pas indemnisé et qui résulte d'un incendie, d'un vol, d'un dégât des eaux ou d'un bris accidentel.

Vos produits subissent une avarie constatée ne résultant pas de votre fait et pour laquelle vous n'êtes pas indemnisé.

*Votre société est poursuivie devant le Tribunal Correctionnel pour avoir contrevenu aux règles de sécurité dans vos locaux*

*Désorganisée suite à une grave agression subie par son directeur, votre entreprise se constitue partie civile contre l'auteur des faits*

*Vous êtes poursuivi devant le Tribunal Correctionnel pour avoir omis un affichage obligatoire à l'intérieur de votre établissement*

*Vous êtes la cible de diffamation*

*Vous êtes mis en cause par un client qui conteste la qualité de votre travail et prétend à une indemnisation. La réclamation étant inférieure à votre franchise contractuelle, votre assureur RC n'intervient pas pour vous défendre*

*Vous contestez devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale le montant des cotisations sociales réclamé par l'URSSAF*



*Vous êtes convoqué devant le Conseil de Prud'hommes par un salarié qui conteste le motif de son licenciement*

*Vous faites l'objet d'une annulation injustifiée d'une commande spécifique*

*Le transporteur que vous avez affrété endommage la marchandise confiée*

*Votre ancien salarié crée son entreprise près de chez vous et détourne votre clientèle*

### 3.4 La protection sociale

Vous êtes cité ou vous devez engager une action devant toutes commissions ou juridictions statuant en matière sociale dans les litiges vous opposant à :

- l'URSSAF,
- la CPAM,
- les ASSEDIC,
- la médecine du travail,
- l'inspection du travail...

Vous devez soutenir votre DUER (document unique d'évaluation des risques) à l'occasion d'un accident du travail entraînant votre mise en cause civile ou pénale au titre de vos obligations en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

### 3.5 La protection prud'homale

Vous êtes confronté à un conflit individuel du travail vous opposant à un de vos salariés pour :

- contestation d'un licenciement,
- refus d'aménagement des horaires de travail,
- réclamation d'heures supplémentaires non justifiées,
- absences non justifiées...

Vous devez soutenir votre DUER (document unique d'évaluation des risques) à l'occasion d'un litige prud'homal fondé en tout ou en partie sur votre obligation de sécurité à l'égard des travailleurs.

### 3.6 La protection commerciale

Vous êtes confronté à un litige avec l'un de vos **clients** :

- annulation de commande,
- mise en cause injustifiée pour malfaçons ou non-conformité,
- réclamation consécutive à un retard de livraison...

Vous rencontrez des difficultés avec l'un de vos **fournisseurs** :

- installation,
- sous-traitance,
- fourniture de petit matériel ou de mobilier,
- transport...

Vous êtes victime d'un de vos **concurrents** ou faites l'objet d'accusations :

- concurrence déloyale,
- pratiques illicites,
- détournement de clientèle...

### 3.7 La protection patrimoniale

Vous êtes cité ou vous devez engager une action devant les juridictions civiles ou commerciales pour des litiges relatifs aux biens constituant votre patrimoine professionnel et vous opposant notamment à :

- votre bailleur,
- votre copropriété,
- vos voisins,
- les entreprises ayant réalisé pour vous de menus travaux de réparation ou d'aménagement de vos locaux n'impliquant pas la souscription d'une assurance obligatoire,
- les entreprises ayant réalisé pour vous l'entretien et les réparations de votre matériel,
- les organismes bancaires, de crédit ou d'assurances,
- vos prestataires de services (expert comptable, consultant, société de publicité...)...

### 3.8 La protection administrative

Vous êtes poursuivi devant les commissions ou juridictions administratives, ou confronté à des problèmes de tous ordres avec les services publics et les collectivités territoriales :

- autorisations administratives,
- services municipaux, départementaux...

### 3.9 La protection de votre parc automobile

Vous achetez ou vous vendez un véhicule terrestre à moteur et rencontrez des difficultés avec :

- le vendeur,
- l'acquéreur,
- le mandataire automobile,
- le constructeur automobile,
- le concessionnaire,
- l'organisme de crédit...

Vous utilisez ou mettez à disposition un véhicule terrestre à moteur et vous rencontrez des difficultés avec :

- le loueur,
- le distributeur de carburant,
- le garage chargé de l'entretien,
- le réparateur,
- la station de lavage,
- les services publics,
- l'assureur...

#### Exclusions spécifiques :

- les litiges ne relevant pas de la qualité de propriétaire, utilisateur ou conducteur autorisé d'un véhicule automobile,
- votre défense en cas d'accident de la circulation,
- les recours contre l'auteur des dommages subis à l'occasion d'un accident de la circulation, sauf si vous rencontrez des difficultés dans l'application de votre contrat d'assurance automobile.

*Votre voisin se plaint de nuisances sonores provoquées par le moteur de vos machines*

*Suite à la réparation de votre climatiseur, vous contestez le montant de la facture qui ne correspond pas au devis initial*

*Votre banquier vous facture des frais injustifiés*

*Vous demandez l'autorisation de modifier la signalétique de votre entreprise, elle vous est refusée de manière arbitraire*

*1000 km seulement après l'achat de votre véhicule, la courroie de distribution cède*

*La limitation de vitesse passe sur une voie apparemment identique de 110 km/h à 80 km/h et du fait d'une mauvaise signalisation, vous ne réduisez pas votre allure : vous êtes en infraction*



*Vous avez perdu 4 points  
sur votre permis  
et effectuez volontairement  
un stage destiné  
à reconstituer  
votre capital points*

### 3.10 La conduite responsable

**Par dérogation à l'article 2 des Conditions Générales**, bénéficient de cette garantie, le souscripteur, personne physique ou, s'il s'agit d'une personne morale, ses administrateurs, gérants, présidents, directeurs généraux et préposés titulaires de délégations, utilisant un véhicule du parc automobile déclaré.

**Avec ALSINA PRO**, l'assureur s'engage à vous apporter les moyens de vous aider à préserver votre permis de conduire, selon les modalités et exclusions spécifiques décrites ci-dessous, sous réserve des exclusions générales prévues à l'article 8.

Vous commettez une ou plusieurs infractions au Code de la Route et perdez un ou plusieurs points sur votre permis de conduire : si votre permis comporte encore au moment de l'infraction un nombre de points au moins égal à la moitié de son capital d'origine (soit 6 points pour un conducteur confirmé, 3 points pour un conducteur relevant du permis probatoire) et que la ou les nouvelles infractions vous font passer en dessous de cette moitié de capital, l'assureur vous rembourse à hauteur de **260 € TTC** les frais du stage, effectué à votre initiative, auprès d'un centre de formation agréé par les pouvoirs publics dont l'objet est la reconstitution partielle des points de votre permis de conduire.

Pour bénéficier de cette garantie, vous devez fournir :

- une attestation sur l'honneur confirmant que votre permis de conduire comportait au moment de l'infraction la moitié au moins de son capital d'origine, **toute inexactitude ou omission volontaire pouvant entraîner la non prise en charge des frais de stage**,
- la lettre du Ministère de l'Intérieur notifiant le retrait de points ou la copie du procès-verbal d'infraction entraînant le retrait de points, accompagnée du justificatif de règlement de l'infraction,
- la facture acquittée de l'organisme agréé auprès duquel le stage a été effectué.

Vous faites l'objet d'une décision de suspension ou d'annulation du permis de conduire dont la contestation est fondée : l'assureur intervient aussi conformément aux modalités décrites aux articles 4.7 à 4.9 des Conditions Générales.

Pour bénéficier de cette garantie, vous devez fournir :

- la lettre du Préfet vous faisant injonction de remettre votre permis de conduire,
- les éléments justifiant la contestation de cette décision.

#### **Exclusions spécifiques :**

**L'assureur ne vous assiste jamais si :**

- **vous avez refusé de restituer votre permis suite à une décision administrative ou judiciaire,**
- **vous avez commis un délit de fuite,**
- **la perte de points, la suspension ou l'annulation de permis est consécutive à une infraction commise antérieurement à la prise d'effet du présent contrat, ou réalisée à l'occasion de votre implication dans un accident de la circulation,**
- **le stage vous est imposé par les pouvoirs publics.**



### 3.11 La protection fiscale

Avec **ALSINA PRO**, l'assureur s'engage à vous apporter les moyens de contester un redressement qui vous est notifié suite à un contrôle fiscal matérialisé par la réception d'un Avis de Vérification de Comptabilité reçu postérieurement à la prise d'effet de la présente garantie, selon les modalités et exclusions spécifiques décrites ci-dessous, sous réserve des exclusions générales prévues à l'article 8.

**ALSINA PRO** intervient lorsque vous avez épuisé toutes les voies de recours extrajudiciaires.

**ALSINA PRO** limite l'engagement de l'assureur à la prise en charge des frais et honoraires de votre avocat exclusivement, dans la limite des montants contractuels garantis et d'un plafond fixé à **2 500 € HT** par litige.

#### Exclusions spécifiques :

- les litiges avec une administration autre que française,
- les litiges liés à l'absence de déclaration fiscale légale,
- les litiges portant sur un exercice non vérifié par un expert comptable inscrit à l'Ordre,
- les litiges résultant d'une taxation d'office.

### 3.12 Le recouvrement de créances

Avec **ALSINA PRO**, l'assureur s'engage à vous apporter les moyens de recouvrer les créances certaines, liquides et exigibles que vous détenez à l'égard d'un tiers en rémunération de vos prestations, selon les modalités et exclusions spécifiques décrites ci-dessous, sous réserve des exclusions générales prévues à l'article 8 et des montants contractuels garantis.

**ALSINA PRO** intervient exclusivement pour les créances dont le montant unitaire en principal est supérieur à 1 000 € TTC.

L'assureur retient, à titre de franchise, 15 % du montant effectivement recouvré à concurrence des débours externes restés à sa charge.

#### Exclusions spécifiques :

- le recouvrement des créances illicites ou douteuses,
- les créances dont l'origine est antérieure à la souscription du contrat.

*L'administration fiscale ne tient pas compte de certains abattements auxquels vous avez pourtant droit, vous êtes redressé de manière injustifiée*



*Malgré vos différentes relances téléphoniques, votre client ne règle pas la facture qui lui a été adressée il y a plus de 3 mois déjà*

*Vos associés contestent  
le niveau du prix de  
la cession envisagée*

*Vos enfants s'opposent  
à votre projet de Rachat  
d'Entreprise par  
les Salariés*

*Suite à l'incendie de votre  
établissement,  
une journaliste soupçonne  
une escroquerie  
et diffuse l'article  
en première page*



### 3.13 La transmission ou la cession de l'entreprise

Avec **ALSINA PRO**, l'assureur s'engage à vous aider à transmettre ou céder votre entreprise, selon les modalités et exclusions spécifiques décrites ci-dessous, sous réserve des exclusions générales prévues à l'article 8 et des montants contractuels garantis lorsque, en qualité de propriétaire ou actionnaire majoritaire, vous rencontrez des oppositions :

- au rachat, à la cession ou à la transmission projetés,
- à une acquisition ou à une cession de titres.

**ALSINA PRO** limite l'engagement de l'assureur à la prise en charge d'une consultation auprès d'un spécialiste de la transmission ou cession d'entreprises.

**Exclusion spécifique** : les cessions consécutives à un dépôt de bilan de votre entreprise.

**Frais exclus** : les honoraires relatifs à la rédaction de documents de présentation, de protocoles, d'actes et contrats.

### 3.14 L'assistance communication média

Vous faites l'objet d'une mise en cause publique et médiatisée par tout ou partie des supports usuels de communication, qu'ils soient écrits, audiovisuels, télématiques ou autres.

Avec **ALSINA PRO**, l'assureur s'engage, sous réserve des exclusions générales prévues à l'article 8 et des montants contractuels garantis, à vous offrir une consultation auprès d'un spécialiste en communication média pour vous conseiller sur la conduite à tenir et éventuellement sur l'élaboration de la réponse la plus adaptée.

# ARTICLE 4

## LES 10 ENGAGEMENTS DE L'ASSUREUR

Pour vous apporter les moyens de résoudre un litige garanti,  
L'assureur s'engage :

**4.1 A vous écouter** et vous fournir des renseignements juridiques par téléphone. Au numéro qui vous est dédié, des juristes qualifiés sont à votre écoute du Lundi au Vendredi.

**4.2 A vous rencontrer** sur simple rendez-vous, dans la délégation la plus proche de vous parmi les 60 implantations réparties sur tout le territoire.

**4.3 A vous informer** sur vos droits et les mesures nécessaires à la sauvegarde de vos intérêts et **à vous conseiller** sur la conduite à tenir devant un différend, sans pour autant effectuer à votre place vos démarches normales de gestion.

**4.4 A vous aider** à réunir les pièces et témoignages nécessaires à la constitution de votre dossier de réclamation ou de défense et à effectuer les démarches nécessaires pour obtenir une solution négociée et amiable.

**4.5 A vous faire assister** par des Experts qualifiés quand la spécificité de la matière le nécessite et que cela est utile à la résolution du litige. L'Expert vous assistera et rendra si besoin une consultation écrite après vous avoir entendu. Cet avis consultatif destiné à étayer votre réclamation ou votre défense vous sera communiqué.

L'assureur prend en charge les frais et honoraires de cet Expert dans la limite des montants contractuels garantis.

**4.6 A vous proposer une médiation** indépendante des parties. Le médiateur sera désigné sur une liste par une association ou un groupement professionnel sur demande de l'assureur et avec votre acceptation.

Il prendra contact avec les parties, les réunira et les mettra en condition de trouver par elles-mêmes la solution au litige en cours.

**Lorsque toute tentative de résolution du litige sur un terrain amiable a échoué,**

L'assureur s'engage :

**4.7 A vous faire représenter** par l'auxiliaire de justice de votre choix pour mettre en œuvre une procédure judiciaire.

**4.8 A prendre en charge, dans la limite des montants contractuels garantis, les frais de procès et les coûts d'intervention des auxiliaires de justice.** Les montants contractuels seront mis à jour chaque année et vous seront communiqués sur simple demande.

**4.9 A organiser votre défense judiciaire en respectant le libre choix de votre défenseur.**

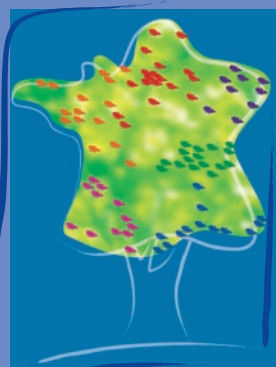
Conformément à l'article L127-3 du Code des Assurances, lorsque vous faites appel à un avocat ou toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur pour vous défendre, vous représenter ou servir vos intérêts, vous avez la liberté de le choisir.

Vous choisissez donc en toute liberté et indépendance l'avocat chargé de vos intérêts ; l'assureur intervient seulement pour donner son accord sur le principe de la saisine mais ne désigne pas d'avocat en votre lieu et place. Si vous n'en connaissez pas, vous pouvez vous rapprocher de l'Ordre des Avocats du barreau compétent ou demander à l'assureur de vous communiquer les coordonnées d'un avocat.

*Avec ALSINA PRO*

*l'assureur s'engage véritablement :*

*A vous rencontrer partout en France*




*A vous informer et conseiller directement ou grâce à l'expertise de spécialistes*

*A vous donner accès à une médiation indépendante*

*A vous faire représenter devant les tribunaux*

*A prendre en charge les frais et honoraires de vos défenseurs*

*A vous certifier le libre choix de votre avocat*



*A vous proposer une ligne de défense, mais vous seul choisissez votre procédure*

*A vous répondre et traiter votre litige rapidement*

**Tout en gardant la maîtrise de la direction du procès en concertation avec l'avocat que vous avez choisi**, vous donnez mandat à l'assureur.

Sauf délégation, vous faites l'avance des frais et honoraires et l'assureur vous rembourse sur justificatifs le montant des factures réglées dans la limite des montants contractuels garantis. Les remboursements interviennent au plus tard 30 jours après réception des justificatifs.

Ce remboursement intervient Hors Taxe si vous récupérez la TVA, TTC dans le cas contraire.

**4.10 A vous répondre et traiter votre demande**, dans toutes les hypothèses, **dans les plus brefs délais.**

## ARTICLE 5

### VOS OBLIGATIONS

*Vous devez déclarer votre litige sans tarder à partir du moment où vous en avez connaissance*

*Vous vous engagez à fournir des renseignements sincères et complets*

*Vous devez démontrer que vous subissez un préjudice, susceptible de donner lieu à réparation*

*La liberté de choisir son avocat n'équivaut pas à la liberté de le saisir sans concertation avec l'assureur*

**Vous vous engagez :**

**5.1 A déclarer le litige** à l'assureur dès que vous en avez connaissance sauf cas de force majeure.

L'assureur ne peut néanmoins vous opposer une déchéance de garantie pour déclaration tardive que s'il est prouvé que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

Vous devez préciser la nature et les circonstances de votre litige et transmettre toutes les informations utiles telles que avis, lettres, convocations, actes d'huissier, éventuelles assignations...

**5.2 A relater les faits** et circonstances avec la plus grande précision et sincérité.

**5.3 A fournir dans les délais prescrits par la Loi ou les Règlements tous documents à caractère obligatoire.**

**5.4 A établir par tous moyens la réalité du préjudice** que vous alléguiez : L'assureur ne prend jamais en charge les frais de rédaction d'actes, d'expertises, les constats d'huissier, les frais liés à l'obtention de témoignages, d'attestations ou de toutes autres pièces justificatives destinées à constater ou à prouver la réalité de votre préjudice, à identifier ou à rechercher votre adversaire, diligentés à titre conservatoire ou engagés à votre initiative.

**5.5 A ne prendre aucune initiative sans concertation préalable avec l'assureur.**

Vous ne devez prendre aucune mesure, ni mandater un avocat ou tout auxiliaire de justice sans en avoir avisé l'assureur et obtenu son accord écrit.

Néanmoins si vous justifiez d'une situation d'urgence caractérisée nécessitant la prise immédiate d'une mesure conservatoire, l'assureur vous remboursera, dans la limite des montants contractuels garantis, les frais et honoraires des intervenants que vous avez mandatés sans avoir obtenu son accord préalable.

Vous ne devez régulariser aucune transaction, n'accepter aucune indemnité sans en avoir avisé l'assureur et obtenu son accord.

A défaut, l'assureur sera fondé à vous réclamer le remboursement des frais et honoraires qu'il a d'ores et déjà engagés.

# ARTICLE 6

## LE FONCTIONNEMENT

### 6.1 Dans le temps

Le contrat est conclu pour 12 mois à compter de la souscription. Il se renouvelle d'année en année par tacite reconduction sauf résiliation.

La garantie est due sans délai de carence pour tout litige déclaré entre la prise d'effet des garanties et l'expiration du contrat à condition que vous n'ayez pas eu connaissance de la situation conflictuelle avant la souscription.

### 6.2 Dans l'espace

La garantie s'exerce conformément aux présentes conditions dans tous les pays de l'Union Européenne ainsi qu'en Principauté d'Andorre et Principauté de Monaco. Dans les autres pays, l'intervention de l'assureur se limite au remboursement sur justificatifs des frais et honoraires de procédure à hauteur des montants contractuels garantis.

### 6.3 La cotisation

Celle-ci est fixée par l'assureur à la souscription du contrat et est payable d'avance par tous moyens à votre convenance.

En cas de non paiement de la cotisation (Article L113-3 du Code des Assurances) l'assureur peut, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception dans les 10 jours qui suivent l'échéance, réclamer la cotisation impayée. La garantie est alors suspendue après un délai de 30 jours. Le contrat est résilié 10 jours après l'expiration de ce délai.

### 6.4 L'indexation

La cotisation et les différents montants indiqués aux Conditions Générales varieront à chaque échéance dans la proportion existant entre l'indice FFB du coût de la construction en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de souscription et le dernier indice connu au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice civil en cours.

### 6.5 La résiliation

**Le contrat peut être résilié :**

**Par le souscripteur ou l'assureur :**

- **à la date d'échéance principale**, chaque année, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 2 mois (Article L113-12 du Code des Assurances),
- **avant la date d'échéance** dans l'un des cas et conditions prévus par l'article L113-16 du Code des Assurances.

**Par l'assureur :**

- en cas d'aggravation du risque en cours de contrat (Article L113-4 du Code des Assurances),
- en cas d'omission ou de déclaration inexacte de votre part (Article L113-9 du Code des Assurances),
- après sinistre (Article R113-10 du Code des Assurances). Dans ce cas, vous pouvez résilier les autres contrats souscrits auprès de l'assureur dans le délai d'1 mois de la notification de la résiliation.

*Les garanties d'ALSINA PRO peuvent être mises en œuvre dès le paiement de votre cotisation*

*ALSINA PRO accompagne votre activité dans le monde entier*

*Chaque année, les montants garantis sont réactualisés*

*Votre contrat peut être résilié chaque année*

*N'attendez pas pour faire valoir vos droits !*

*Vis-à-vis des tiers, vous autorisez l'assureur à se substituer à vous*



#### **Par le souscripteur :**

- en cas de diminution du risque (Article L113-4 du Code des Assurances).

#### **De plein droit :**

- en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (Article L326-12 du Code des Assurances).

### **6.6 La prescription**

Toute action dérivant du contrat se prescrit par 2 ans à compter de l'évènement qui y donne naissance (Article L114-1 du Code des Assurances).

La prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription peut en outre résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception (Article L114-2 du Code des Assurances).

### **6.7 La subrogation**

Les indemnités qui pourraient vous être allouées au titre des articles 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, 375 et 475-1 du Code de Procédure Pénale, L761-1 du Code de la Justice Administrative et 75-1 de la Loi du 10 juillet 1991, ou leurs équivalents devant les juridictions étrangères, ainsi que les dépens et autres frais de procédure reviennent de plein droit à l'assureur à hauteur des sommes qu'il a effectivement déboursées et après que vous ayez été prioritairement désintéressé si des frais et honoraires sont restés à votre charge.

# ARTICLE 7

## LA PROTECTION DE VOS INTÉRÊTS

### 7.1 Le secret professionnel

(Article L127-7 du Code des Assurances)

Les personnes qui ont à connaître des informations que vous communiquez pour les besoins de votre cause, dans le cadre du contrat d'assurance de protection juridique, sont tenues au secret professionnel.

**ALSINA PRO**  
vous garantit  
la confidentialité

### 7.2 L'obligation à désistement

Toute personne, chargée d'une prestation juridique, qui a un intérêt direct ou indirect à son objet, doit se désister.

**ALSINA PRO**  
vous garantit  
la neutralité

### 7.3 L'examen de vos réclamations

Toute réclamation peut être formulée au siège social de l'assureur qui saisira son responsable qualité. Si la position de ce dernier ne vous satisfait pas, vous pouvez demander l'avis du Médiateur dont les coordonnées et les modalités de saisine vous seront communiquées sur simple demande. L'avis indépendant rendu par le Médiateur ne s'impose pas à vous et vous conservez la faculté, le cas échéant, de saisir le Tribunal compétent.

**ALSINA PRO**  
garantit  
une attention  
particulière  
à vos doléances

### 7.4 Le désaccord ou l'arbitrage

(Article L127-4 du Code des Assurances)

En cas de désaccord entre vous et l'assureur au sujet de mesures à prendre pour régler un différend, vous pourrez soit :

- Soumettre cette difficulté à l'appréciation d'une tierce personne qualifiée par le législateur ou la réglementation en vigueur pour défendre, représenter ou servir vos intérêts. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de l'assureur dans la limite des montants contractuels garantis. L'assureur s'engage alors à accepter la solution proposée par cette tierce personne.
- Engager ou continuer seul la procédure contentieuse et si vous obtenez une solution plus favorable que celle initialement proposée, l'assureur vous indemnise des frais exposés pour cette procédure dans la limite des montants contractuels garantis.

*L'indépendance  
de l'assureur par rapport  
à tous types de contrats  
Dommages  
ou de Responsabilité  
rend le conflit d'intérêts  
improbable...  
Mais en cas de problème  
entre vous et l'assureur,  
ALSINA PRO vous offre  
une procédure simplifiée*





## 7.5 Le conflit d'intérêts

(Article L127-5 du Code des Assurances)

En cas de conflit d'intérêts entre vous et l'assureur, vous avez la liberté de faire appel à un avocat de votre choix ou si vous préférez à une personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur pour vous assister. L'assureur prend en charge ses frais et honoraires dans la limite des montants contractuels garantis.

## 7.6 La Loi informatique et libertés

Conformément à la Loi 78-17 du 6 janvier 1978, les droits d'accès aux fichiers et de rectification des informations vous concernant peuvent être exercés au siège social de l'assureur.

## 7.7 L'autorité de contrôle

L'autorité de contrôle de l'assureur est l'ACAM (Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles), 61 Rue Taitbout - 75436 Paris Cedex 09.



# ARTICLE 8

## LES EXCLUSIONS

Votre contrat vous offre les garanties décrites à l'article 3 pour tout ce qui n'est pas exclu ci-dessous.

### 8.1 Les exclusions générales

L'assureur n'intervient jamais pour :

- les litiges relatifs à votre vie privée ou ne relevant pas de l'exercice de l'activité professionnelle déclarée,
- les conflits collectifs ou individuels relevant de la défense des intérêts de la profession, objet de votre activité,
- les litiges dont les manifestations initiales sont antérieures à la prise d'effet du contrat ou qui présentent une probabilité de survenance à la souscription,
- les litiges en rapport avec une violation intentionnelle des obligations légales ou incontestables, une faute, un acte frauduleux ou dolosif que vous avez commis volontairement contre les biens ou les personnes en pleine conscience de leurs conséquences dommageables et nuisibles,
- les litiges résultant de l'inexistence d'un document à caractère obligatoire, de son inexactitude délibérée ou de sa non fourniture dans les délais prescrits,
- les litiges garantis par une assurance dommages ou responsabilité civile et ceux relevant du défaut de souscription par vous d'une assurance obligatoire,
- les litiges survenant lorsque vous êtes sous l'empire d'un état alcoolique, ou sous l'influence de substances ou de plantes classées comme stupéfiants ou lorsque vous refusez de vous soumettre à un contrôle d'alcoolémie,
- les conflits collectifs du travail, les conflits relatifs à l'expression d'opinions politiques, religieuses ou syndicales,
- les actions engagées par vos créanciers ou contre vos débiteurs si vous ou eux font l'objet d'une procédure relevant de la Loi du 26 juillet 2005 sur la sauvegarde des entreprises,
- les conflits relevant du droit de l'urbanisme, de l'expropriation et du bornage,
- les litiges liés à la propriété intellectuelle,
- les litiges relatifs à l'acquisition, la détention et la cession de parts sociales ou de valeurs mobilières, sauf convention contraire et dérogatoire,
- les litiges de nature douanière.



## 8.2 Les frais exclus

Que ce soit en recours ou en défense, l'assureur ne prend jamais en charge :

- les frais engagés sans son accord préalable,
- les amendes, les cautions, les consignations pénales, les astreintes, les intérêts et pénalités de retard,
- toute somme de toute nature à laquelle vous pourriez être condamné à titre principal,
- les frais et dépens exposés par la partie adverse et que vous devez supporter par décision judiciaire,
- les sommes au paiement desquelles vous pourriez être éventuellement condamné au titre des articles 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, 375 et 475-1 du Code de Procédure Pénale, L761-1 du Code de la Justice Administrative, 75-1 de la Loi du 10 juillet 1991, ainsi que de leurs équivalents devant les juridictions étrangères,
- les sommes dont vous êtes légalement redevable au titre de droits proportionnels,
- les honoraires de résultat.







## ALSINA,

C'est le chêne en pays catalan.

Il évoque Saint Louis qui, avec ses baillis, s'adossait à un chêne dans le parc du château de Vincennes pour écouter ceux qui avaient une "affaire" à régler et les aider à trouver une solution juste et raisonnable.



**Siège social**

1, place Francisque Regaud  
69002 LYON

[www.cfdp.fr](http://www.cfdp.fr)

S.A. au Capital de 1 600 000 €  
RCS Lyon 958 506 156 B  
Entreprise régie par le Code des Assurances